



# mettons l'environnement au cœur de la vie des personnes

RAPPORT ANNUEL 2018



---

Préface

# D'António Guterres

Secrétaire Général Des Nations Unies



En 2018, le monde a reçu un sérieux signal d'alarme lorsque le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié son rapport spécial sur les effets d'un réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius. Les recherches du groupe d'experts nous ont indiqué qu'il ne restait que peu de temps pour minimiser les phénomènes météorologiques extrêmes, la perte d'espèces, la pénurie d'eau et de nombreux autres conséquences climatiques qui mettent en danger des vies, des économies et des moyens de subsistance.

Les travaux de recherche d'ONU Environnement présentés dans le rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions nous indiquent qu'il faut multiplier le niveau d'ambition des mesures par cinq afin d'atteindre la cible de 1,5 ° C. Cela peut sembler irréaliste. Mais comme le montre ce rapport annuel, les solutions aux changements climatiques et aux autres problèmes environnementaux urgents existent. Il nous faut juste faire davantage d'efforts.

L'année 2019 offre de nombreuses opportunités pour redoubler d'ambition. Mon sommet sur le climat aura lieu en septembre. Nous avons poursuivi nos efforts pour que l'accord de Paris réponde à ses objectifs. L'amendement Kigali au protocole de Montréal est entré en vigueur le 1er janvier et pourrait permettre d'éviter un réchauffement à hauteur de 0,4 degré Celsius grâce à la réduction de l'utilisation de gaz à effet de serre utilisés dans l'industrie du refroidissement. La quatrième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement se tient en mars 2019.

L'Assemblée se concentrera sur l'utilisation rationnelle des ressources. Faire plus avec moins peut avoir une incidence positive non seulement sur les changements climatiques, mais aussi sur le risque d'épuisement des ressources naturelles et la pollution de l'air, de l'eau et des sols, autant de sujets de grave préoccupation au sujet desquels ONU Environnement s'est beaucoup battu en 2018. J'exhorte les États membres à s'appuyer sur l'Assemblée pour prendre de nouveaux engagements et recourir à l'expertise de l'organisation pour restructurer leurs économies.

ONU Environnement a été et continuera d'être un acteur essentiel pour aider les pays à respecter leurs engagements en matière de protection de l'environnement. En 2019, j'attends de l'organisation qu'elle poursuive pleinement ce travail de transformation et qu'elle contribue à orienter le monde vers une voie plus durable.

A handwritten signature in white ink, which appears to be "António Guterres". The signature is fluid and cursive, written on a dark blue background.

---

Préface de

# Joyce Msuya

**Directrice Exécutive par Intérim du Programme des Nations Unies pour l'environnement**



Au cours de l'année 2018, ONU Environnement a soutenu les États Membres pour qu'ils redoublent d'efforts et participent à la création d'un monde meilleur, plus sain et plus équitable. Bien que cette année ait été difficile, nous avons vu naître un espoir en des mesures de plus en plus importantes ainsi qu'un engagement international en faveur de nouvelles méthodes de travail permettant de relever les défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Notre rôle, qui consiste à mettre en évidence les meilleures pratiques, à plaider en faveur de la prises de mesures adéquates et à rapprocher les gouvernements, la société civile et les entreprises, s'est à nouveau révélé crucial.

La Journée mondiale de l'environnement 2018 a suscité une série de prise de mesures pour la lutte contre la pollution par les plastiques, touchant des centaines de millions de personnes dans plus de 190 pays. En promettant d'éliminer progressivement le plastique à usage unique à l'horizon 2022, l'Inde a placé haut la barre pour le reste du monde. Les engagements de 57 pays représentant plus de 60% des côtes du monde ont fait de notre campagne pour des océans propres le plus grand pacte mondial de lutte contre les déchets marins.

Nous nous sommes associés à l'Organisation mondiale de la santé afin d'organiser la première réunion mondiale sur la pollution de l'air, responsable du décès de millions de personnes chaque année. Nous avons également continué d'appuyer les stratégies et les politiques nationales visant à améliorer la qualité des transports. Par exemple, nous avons soutenu l'élaboration de stratégies nationales en matière de mobilité électrique dans plusieurs pays d'Amérique latine, une étape essentielle pour assurer la réduction de la pollution atmosphérique et l'atténuation des changements climatiques.

Nos travaux sur le financement du développement durable se sont également révélés innovants. Les principaux dirigeants du monde se sont réunis à Paris pour entamer la rédaction de principes pour assurer une activité bancaire responsable, sous l'impulsion de la initiative pour la finance. 45 banques et institutions financières ont souscrit à ces principes. Nous avons également assisté au lancement de la toute première obligation pour les paysages tropicaux, lancée en collaboration avec BNP Paribas, le Centre mondial de l'agroforesterie et ses partenaires. Cette obligation d'une valeur de 95 millions de dollars permettra de restaurer 80 000 hectares en Indonésie.

La coopération Sud-Sud est tout aussi importante. Nous avons réuni des organisations et des pays pour sauver les tourbières de la Cuvette Centrale dans le bassin du Congo qui stockent l'équivalent de trois années d'émissions mondiales de gaz à effet de serre. La déclaration de Brazzaville, signée

par la République démocratique du Congo, la République du Congo et l'Indonésie, permet de maintenir cette quantité de carbone dans le sol.

Comme vous le lirez dans ce rapport, nous catalysons le changement dans de nombreux autres domaines : le soutien aux efforts visant à rendre le secteur du refroidissement plus respectueux du climat, la réduction et une meilleure gestion des déchets dans l'industrie hôtelière en Jordanie ou l'appui à des pays comme Sainte-Lucie afin de leur permettre de produire des rapports et d'assurer le suivi de leurs engagements environnementaux.

En 2019, nous nous appuyons sur nos succès en mettant l'accent sur la promotion de l'économie circulaire, la mobilisation de la science et des données, la promotion de villes plus vertes et le soutien aux énergies renouvelables. L'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, qui a lieu en mars, offre une formidable opportunité de stimuler l'innovation, ce qui nous aidera à modifier nos choix, nos modes de consommation et de production. Je suis convaincue que de nombreuses solutions novatrices émergeront de cette réunion cruciale. Enfin, nous sommes pleinement engagés dans les efforts de réforme de l'ONU et nous travaillerons plus étroitement avec d'autres agences de l'ONU pour contribuer aux résultats attendus à l'échelle de l'ONU dans son ensemble.

2019 est l'année au cours de laquelle le monde doit prendre des mesures décisives. Il est également clair que les défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés ne peuvent être résolus par une seule entité ou institution. ONU Environnement compte une fois de plus sur son personnel, ses partenaires financiers et les autres parties prenantes pour nous aider à faire une différence, comme vous l'avez fait par le passé. Merci pour votre travail acharné passé et à venir. Ensemble, nous pouvons mener à bien notre mandat pour les hommes et la planète.

---

« Faire plus avec moins peut avoir une incidence positive non seulement sur les changements climatiques, mais aussi sur le risque d'épuisement des ressources naturelles et la pollution de l'air, de l'eau et des sols, autant de sujets de grave préoccupation au sujet desquels ONU Environnement s'est beaucoup battu en 2018. »

# Sélection de faits saillants de l'année 2018

## Combattre la pollution par les plastiques

La réduction de la pollution plastique dans les océans est une priorité pour ONU Environnement. En 2018, nous avons aidé les pays et les particuliers à s'engager à renoncer aux plastiques à usage unique.

- La Journée mondiale de l'environnement 2018 ciblait la pollution par les plastiques. Le pays hôte, l'Inde, avait ouvert la voie en s'engageant à abandonner les plastiques à usage unique à l'horizon 2022. La journée la plus importante au monde pour l'action environnementale a touché des centaines de millions de personnes, dans plus de 190 pays et en 60 langues, a mobilisé 6,5 millions de personnes en ligne, dont 90 célébrités du monde entier et permis l'organisation de milliers d'événements, allant du nettoyage des plages aux marathons zéro déchet.
- De nombreux autres pays, groupes de pays et entreprises ont pris des engagements forts. Par exemple, l'Union européenne a proposé d'interdire, à l'horizon 2025, dix produits en plastique à usage unique qui représentent 70% de tous les déchets marins et le Nigéria et le Honduras ont également pris des mesures significatives. Des entreprises comme Ikea et Foodpanda se sont également engagées à agir.
- Les promesses de 57 pays (qui occupent plus de 60% des côtes du monde) ont fait de notre campagne pour des océans propres le plus grand pacte mondial de lutte contre les déchets marins.

## Financement du développement durable

Nos travaux sur le financement du développement durable ont suscité des innovations en 2018 :

- Quarante-cinq banques et institutions financières ont approuvé les principes de la banque responsable, élaborés sous la direction de l'Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier .
- Nous avons lancé la première obligation durable des paysages ("Tropical Landscapes Bond"), d'une valeur de 95 millions de dollars, en collaboration avec BNP Paribas, le Centre mondial de l'agroforesterie et ses partenaires. Cette obligation permettra de restaurer 80 000 hectares de forêts tropicales en Indonésie.

## Mesures politiques internationales liées à la réduction des déchets plastiques

En date de fin juillet 2018 :



127 pays avaient adopté une législation réglementant les sacs en plastique



27 pays avaient promulgué une législation interdisant certains produits, matériaux ou niveaux de production



27 pays avaient institué des taxes sur la fabrication et la production de sacs en plastique



30 pays avaient facturé des frais aux consommateurs pour les sacs en plastique



63 pays avaient des mandats concernant la responsabilité des producteurs sur les plastiques à usage unique, y compris les remboursements de dépôt, la reprise des produits et les objectifs de recyclage



8 pays avaient établi des interdictions de microbilles par le biais de lois ou de réglementations nationales

- L'Enquête portant sur la conception d'un système financier durable a achevé son mandat de quatre ans. Elle indique que les émissions d'obligations vertes sont passées de 11 milliards de dollars en 2013 à 155 milliards en 2017, tandis que les mesures prises pour faire progresser le financement durable ont été multipliées par deux en quatre ans pour atteindre le nombre de 300.
- Près de deux douzaines de centres financiers, de Casablanca à Londres, en passant par Shanghai, ont rejoint le réseau de centres financiers pour le développement durable administré par ONU Environnement pour aider à aligner les investissements sur le développement durable et l'action climatique.

# minimiser l'ampleur et les conséquences des changements climatiques



CHANGEMENTS CLIMATIQUES RAPPORT ANNUEL 2018

## ONU Environnement se bat pour réduire les émissions générées par les systèmes de chauffage et de refroidissement.

Les systèmes de chauffage et de refroidissement sont cruciaux pour les personnes qui ont la chance d'en profiter : permettre aux enfants d'être en bonne santé, conserver les vaccins à bonne température, les aliments au frais, les approvisionnements en énergie, les économies et les environnements sains.

### Nos travaux dans le domaine des changements climatiques se concentrent sur:

- **La résilience face au climat**, pour aider les pays à s'appuyer sur des approches basées sur les écosystèmes et d'autres approches pour s'adapter au changement climatique ;
- **Une croissance faible en émissions**, pour aider les pays à accroître leur efficacité énergétique, à accéder à un financement pour les énergies propres et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et d'autres polluants en passant aux énergies renouvelables ;
- **Le programme REDD+**, pour permettre aux pays de capitaliser sur des investissements permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts avec des garanties sociales et environnementales adéquates.

Pourtant, les systèmes de chauffage et de refroidissement représentent plus de 50% de la consommation d'énergie des bâtiments et recourent principalement aux combustibles fossiles pour leur alimentation (à hauteur de 84% dans l'Union européenne) : ils contribuent par conséquent à augmenter les températures de notre planète à des niveaux dangereux, triste ironie du sort.

Il faut également s'attendre à une augmentation des émissions de gaz à effet de serre du secteur

à mesure que la planète se réchauffe et que les classes moyennes se développent dans les économies en développement. D'autre part, cette croissance est nécessaire pour fournir un accès équitable aux 1,1 milliard de personnes qui font face à des menaces imminentes dues à un manque de refroidissement.

La consommation d'énergie dans les secteurs de la réfrigération, de la climatisation et des pompes à chaleur devrait être multipliée par 33 à l'horizon 2100, il est donc indispensable de développer l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique afin d'éviter des changements climatiques incontrôlables. C'est possible, comme le montrent les travaux de l'Initiative pour l'énergie de quartier dans les villes menées par ONU Environnement en Bosnie-Herzégovine, en Inde et dans les 14 autres pays où elle fonctionne.

À Banja Luka, la deuxième plus grande ville de Bosnie-Herzégovine, le chauffage urbain, un réseau de canalisations souterraines qui acheminent de l'eau chaude vers plusieurs bâtiments, permet de chauffer les ménages d'environ 20 000 habitants en hiver. Mais le système, vieux de 35 ans, repose sur le mazout pour l'alimentation des chaudières vieillissantes et inefficaces. L'Initiative s'est donc associée à la ville, au Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN), administré par ONU Environnement et à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin de remédier à cette situation.

Grâce à ce partenariat, la ville a pu obtenir 22 millions de dollars d'investissements : un prêt de 9,54 millions de dollars auprès de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et le reste auprès du secteur privé, pour la mise en œuvre d'un réseau de chauffage urbain reposant sur les énergies renouvelables. Le système, d'une puissance de 49 mégawatt, utilise la biomasse d'origine locale et a été mis en service en mars 2018. Grâce à ce nouveau système, la part des énergies renouvelables dans le système de chauffage est passée à 75%, réduisant ainsi les émissions de CO<sub>2</sub> de 91% et permettant d'économiser près d'un million de dollars par an grâce à la réduction de l'utilisation des carburants.



et l'amélioration de la qualité de l'air. Les émissions de dioxyde de soufre ont également été réduite de 94%.

« L'intervention de l'Initiative pour l'énergie de quartier dans les villes et de ses partenaires nous a permis de surmonter les obstacles qui depuis longtemps étaient un frein à la modernisation de notre système de chauffage urbain et d'attirer les investissements et l'expertise internationales nécessaires », déclare Igor Radojičić, maire de Banja Luka.

Forte de ce succès, l'Initiative étend ses activités. L'un des impacts les plus importants de cette expansion pourrait venir de l'Inde, où, selon le projet du Plan national d'action pour le refroidissement du pays, la demande en refroidissement d'espaces sera multipliée par 11 à l'horizon 2037. Le refroidissement de quartier, déjà utilisé dans les villes d'Amman et de Stockholm, en hausse, est une option viable pour répondre à cette demande.

Sur la base d'études de faisabilité réalisées dans le cadre de l'Initiative, deux projets identifiés dans la ville pilote de Thane sont en cours de commercialisation pour un investissement combiné de 50 millions de dollars. Une fois construits, ces projets permettraient d'économiser 30 000 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, d'éliminer progressivement les frigorigènes nocifs et permettrait aux clients de faire des économies de coûts de 10% chaque année.

« Les systèmes d'énergie de quartier réduira considérablement les coûts énergétiques de nos entreprises et de nos bâtiments publics, augmentera la résilience des villes et générera d'importants avantages environnementaux », affirme Sanjeev Jaiswal, commissaire municipal de la ville de Thane. « Nous espérons devenir les pionniers du développement de

la technologie au profit de toutes les villes indiennes. »

ONU Environnement soutient également un autre processus visant à rendre l'industrie du refroidissement plus respectueuse du climat : l'amendement de Kigali au Protocole de Montréal. Cet élargissement juridiquement contraignant du traité qui protège notre couche d'ozone pourrait éviter un réchauffement planétaire à hauteur de 0,4 ° C au cours de ce siècle en réduisant de 80% l'utilisation de puissants réfrigérants à fort pouvoir réchauffant connus sous le nom d'hydrofluorocarbures.

Cela pourrait éviter davantage de réchauffement grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique des nouvelles technologies qu'il faudra concevoir. Cette évolution est intégrée à l'amendement, qui comptait 45 ratifications fin 2018. ONU Environnement aide les pays à adopter des normes d'efficacité énergétique pendant la transition.

L'augmentation de l'utilisation de systèmes de refroidissement urbains est au cœur de l'amendement. Le programme d'efficacité du refroidissement de Kigali, un groupe de philanthropes soutenant l'amendement en aidant les pays à revenu faible et intermédiaire à faire face à la transition, est le dernier donateur à avoir soutenu l'Initiative, en contribuant à accélérer les investissements dans le refroidissement urbain en Égypte.

En fin de compte, le chauffage et la climatisation offrent un énorme potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le total des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris ne représentant qu'un tiers du total des réductions d'émissions nécessaires pour limiter le changement climatique à 2 ° C, il est par conséquent urgent d'agir.

**Mumbai, la plus grande ville d'Inde, est l'une des nombreuses métropoles en pleine expansion d'Asie qui devra limiter ses émissions de gaz à effet de serre afin de préserver la santé de ses habitants.**

---

**« Les systèmes d'énergie de quartier réduira considérablement les coûts énergétiques de nos entreprises et de nos bâtiments publics, augmentera la résilience des villes et générera d'importants avantages environnementaux. »**

**Sanjeev Jaiswal**  
Commissaire municipal de la ville de Thane.



Pour un résumé complet des résultats et des indicateurs de succès de l'année 2018, nous vous invitons à consulter **le rapport sur l'exécution du programme.**

[unenvironment.org/annualreport](https://unenvironment.org/annualreport)

Photo: ONU Environnement

# réduire les menaces environnementales



CATASTROPHES ET CONFLITS RAPPORT ANNUEL 2018



## Renforcer la résilience et la paix dans le Darfour, où les ressources sont rares

Il y a quatre ans, Aziza Mohammed Abdallah Mukhtar parvenait tout juste à joindre les deux bouts en cultivant du tabac dans la communauté de Zamzam, située dans le nord du Darfour, au nord du Soudan.

Comme beaucoup de Darfouriens, Aziza Mohammed Abdallah Mukhtar, 52 ans, vit depuis des décennies dans un environnement fragile, caractérisé par une variabilité climatique croissante et des périodes de pénurie. Ses cultures sont arrivées à maturité après sept mois de travail dans des conditions météorologiques normales : la capacité de résistance de cette mère de cinq enfants, veuve, était au bord de la rupture.

Désormais, grâce à un projet qui épanse de l'eau saisonnière en vue d'augmenter la productivité agricole et réduire l'érosion des sols, Aziza Mohammed Abdallah Mukhtar a pu développer ses cultures avec succès : pastèques, sorgho, tomates, gombo et graines de sésame.

« Ce projet m'a permis de financer l'éducation de mes enfants », affirme-t-elle. Trois de ses enfants étudient maintenant à l'université, à Khartoum.

ONU Environnement met en œuvre ce projet de gestion du bassin versant de Wadi El Ku financé par l'Union européenne depuis 2014, en partenariat avec l'organisation locale Practical Action, le gouvernement du Soudan et des communautés telles que celles dont fait partie Aziza Mohammed Abdallah Mukhtar.

Avant le développement du projet d'un montant de 7,7 millions de dollars, le terrain d'Aziza, situé à proximité de la capitale d'El Fasher, ne recevait pas d'eau du Wadi (un canal qui est alimenté pendant la saison des pluies). La digue de 7 mètres de haut à répartition d'eau construite dans le cadre du projet, qui s'étend sur 1,2 km le long de la zone administrative de Zamzam, lui a permis, ainsi qu'à d'autres habitants, à diversifier la production agricole.

Deux autres digues, trois cours d'eau et deux réservoirs d'eau ont été construits ou réhabilités. Cela a permis à près de 1 600 ménages dans 34 conseils de village de multiplier leur production de sorgho et de mil par trois ainsi que de faire pousser des légumes et des cultures commerciales pendant la saison sèche.

Les avantages tirés du projet ne se limitent pas à la résistance accrue aux sécheresses. Les ressources comme l'eau et la terre étant de plus

### Nos travaux dans le domaine des catastrophes et les conflits se concentrent sur :

- **La réduction des risques**, pour améliorer la capacité des pays à recourir à la bonne gestion de l'environnement pour prévenir et réduire les risques de catastrophes naturelles, de catastrophes industrielles et de conflits.
- **Intervention et relèvement**, pour aider les pays à la suite d'une catastrophe ou d'un conflit à identifier et à gérer les risques environnementaux qui pourraient avoir de graves conséquences sociales et économiques.

en plus rares, des doléances se font souvent connaître entre les communautés concurrentes au Darfour. Ces reproches peuvent aboutir à des conflits locaux et ont joué un rôle majeur dans la guerre qui a éclaté en 2003.

Le projet a contribué à réduire les tensions, en particulier entre les pasteurs et les agriculteurs. Les conseils communautaires de nombreux villages se rencontrent pour évaluer la meilleure façon d'utiliser l'eau, tandis que les comités assurent un engagement technique et politique au niveau de l'État.

La deuxième phase, lancée en novembre 2018, vise à étendre la gestion intégrée des ressources en eau aux communautés situées en amont et en aval du bassin versant de Wadi El Ku. Cette phase profitera directement à 80 000 ménages de la région.

« Une moins grande disponibilité en eau a un impact sur la santé et la sécurité alimentaire.

Cela provoque des déplacements de population et une instabilité politique », affirme Jean-Michel Dumond, ambassadeur de l'Union européenne au Soudan. « Nous espérons que ce modèle pourra être reproduit dans d'autres régions. Cela aidera les populations locales à mieux gérer leurs ressources naturelles à l'aide de partenariats pour un avenir pacifique et rentable. »

Entre-temps, dans l'état du Darfour oriental, un autre projet d'ONU Environnement et de l'Union européenne, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, commence à donner jour à des projets similaires pour les communautés qui rencontrent des difficultés pour gérer leurs ressources.

« Quand j'étais enfant, moins de 50 ménages résidaient ici », explique Abdulrahman Ismail, un religieux qui vit dans le village de Bakhiet, à l'est du Darfour. « Aujourd'hui, nous en comptons plus de 5 000. Les arbres ont été décimés en raison de la demande en énergie nécessaire à la cuisine. »

Ces changements environnementaux sont tout aussi fréquents dans d'autres régions de l'état semi-aride, qui couvre une superficie légèrement plus grande que la Grèce et compte environ 1,5 million d'habitants.

Le projet de gestion des ressources naturelles du Darfour oriental soutient six communautés en renforçant leur capacité à mettre en œuvre une réforme des politiques de gestion des ressources naturelles. En mai 2018, près de trois ans après le lancement du projet, l'Assemblée législative de l'état du Darfour oriental a adopté l'acte du Conseil relatif à la coordination et à la gestion des politiques en matière de ressources naturelles pour l'état du Darfour oriental qui date de 2018.

Cette législation est la première du genre au Soudan et fournit un cadre pour la gestion conjointe des ressources par les autorités de l'état et les communautés locales. Par le biais d'une loi distincte adoptée en septembre, l'est du Darfour s'emploie également à promouvoir la

---

« Une moins grande disponibilité en eau a un impact sur la santé et la sécurité alimentaire. Cela provoque des déplacements de population et une instabilité politique. »

### Jean-Michel Dumond

Ambassadeur de l'Union européenne au Soudan

gestion conjointe des parcs à eau, des barrages et d'autres sources d'eau sur son territoire.

Alors que les changements climatiques sont de plus en plus intenses et que les populations continuent d'augmenter au Darfour et dans de nombreuses autres régions d'Afrique, ces efforts visant à aider les communautés à partager leurs ressources seront essentiels pour prévenir les conflits et minimiser les effets des périodes de sécheresse.

ONU Environnement fournit un appui environnemental au Soudan depuis les années 90. Ses travaux consistent en la gestion des ressources naturelles, les moyens de subsistance, l'adaptation aux changements climatiques, la gouvernance environnementale, la consolidation de la paix et le règlement des conflits, ainsi que le renforcement du rôle des femmes dans les processus locaux de consolidation de la paix.

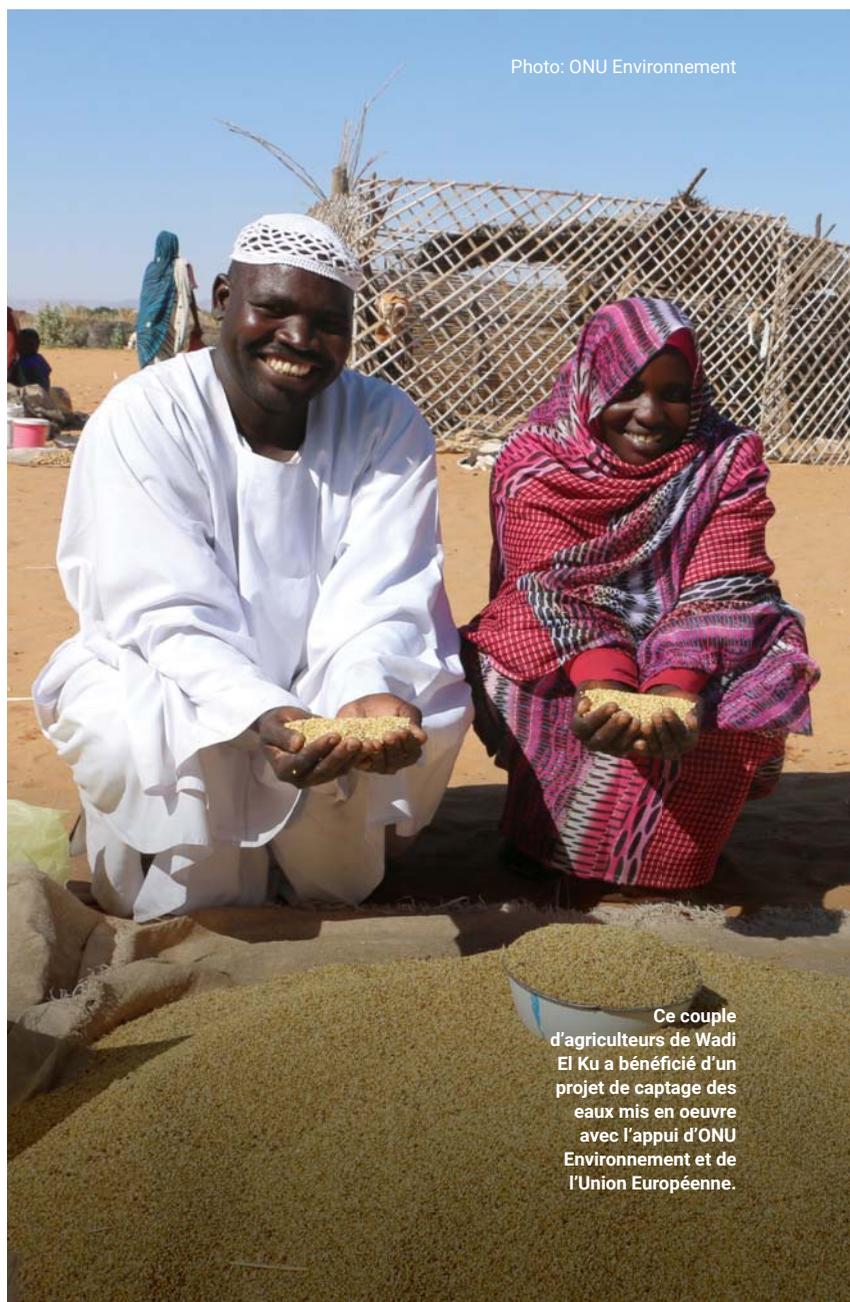


Photo: ONU Environnement

Ce couple d'agriculteurs de Wadi El Ku a bénéficié d'un projet de captage des eaux mis en œuvre avec l'appui d'ONU Environnement et de l'Union Européenne.



Pour un résumé complet des résultats et des indicateurs de succès de l'année 2018, nous vous invitons à consulter **le rapport sur l'exécution du programme.**

[unenvironment.org/annualreport](http://unenvironment.org/annualreport)

Photo: Jalan Sahba

# soutenir le bien- être humain grâce à des écosystèmes sains



GESTION DES ÉCOSYSTÈMES RAPPORT ANNUEL 2018

## S'engager à protéger les gigantesques tourbières d'Afrique, un gain énorme pour la planète

Les tourbières, mine de la biodiversité et opportunité pour la lutte contre les changements climatiques, doivent être protégées et restaurées de manière urgente. En 2018, l'engagement à protéger une immense tourbière d'Afrique centrale a constitué un gain énorme pour la planète, les hommes et les animaux qui y vivent.

Les êtres humains vivent dans le bassin du Congo depuis plus de 50 000 ans. Aujourd'hui, 75 millions de personnes appartenant à plus de 150 groupes ethniques distincts dépendent de la santé de la forêt qui recouvre une grande partie du complexe de tourbières du bassin du Congo.

Connu sous le nom de Cuvette Centrale, la taille de cet écosystème est équivalente à celle du Royaume-Uni et se trouve à la fois en République démocratique du Congo et en République du Congo. Elle est riche en biodiversité et piège, selon les estimations de 2017, environ 30 gigatonnes de carbone, soit l'équivalent de 15 années d'émissions de gaz à effet de serre des États-Unis.

Réunis à l'initiative des partenaires d'ONU Environnement et d'autres partenaires de l'Initiative mondiale pour les tourbières, la République démocratique du Congo, la République du Congo et l'Indonésie ont signé la déclaration de Brazzaville en mars 2018 visant à protéger ce complexe. L'Initiative mondiale pour les tourbières, dirigée par ONU Environnement, aide les pays abritant des tourbières à sauvegarder ou à restaurer ces zones humides vitales, qui occupent environ 3% de la superficie totale des terres.

« Pour la biodiversité, le climat et les populations, nous avons besoin de tourbières saines », a déclaré Dianna Kopansky, coordinatrice de l'Initiative mondiale pour les tourbières à ONU Environnement. « La Cuvette Centrale abrite 14 espèces menacées dans le monde, notamment des bonobos, des gorilles et des chimpanzés. Cette tourbière est un trésor mondial qui mérite une attention et des efforts internationaux pour le présent et pour notre avenir. »

Bien que la Cuvette Centrale soit relativement épargnée en raison de son emplacement (difficilement accessible), elle est néanmoins menacée par les concessions pétrolières, gazières et forestières, ainsi que par le développement des infrastructures. Si la région était utilisée à des fins

agricoles telles que la production d'huile de palme, l'écosystème pourrait être asséché et dégradé et l'ensemble de l'hydrologie du bassin pourrait être perturbé.

La première étape pour éviter de tels résultats, selon la ministre du Tourisme et de l'environnement de la République du Congo, Arlette Soudan-Nonault, consiste à mieux comprendre le fonctionnement de cet écosystème vital.

« À titre d'exemple pour la mise en œuvre de la Déclaration de Brazzaville, le gouvernement de la République du Congo a décidé de mettre en

### Nos travaux dans le domaine de la gestion des écosystèmes se concentrent sur :

- **Un environnement favorable**, pour aider les pays à intégrer la valeur et le fonctionnement à long terme des écosystèmes dans des cadres de planification et de comptabilité ;
- **La productivité des écosystèmes terrestres et aquatiques**, pour aider les pays à utiliser une approche écosystémique pour gérer les écosystèmes terrestres et aquatiques ;
- **La productivité des écosystèmes marins**, pour aider les pays à utiliser une approche écosystémique dans la gestion des écosystèmes marins.



Photo: Wildlife Conservation Society

Les tourbières du Congo, connues sous le nom de Cuvette Centrale, sont un puit de carbone capital.

La déclaration de Brazzaville prouve que ni la communauté internationale ni les gouvernements impliqués ne veulent voir se reproduire le schéma de drainage ou de destruction des tourbières qui s'est produit en Indonésie.

place un comité scientifique de haut niveau afin de permettre au pays de mieux comprendre cet écosystème riche en biodiversité », a-t-elle déclaré.

La déclaration de Brazzaville prouve que ni la communauté internationale ni les gouvernements impliqués ne veulent voir se reproduire le schéma de drainage ou de destruction des tourbières qui s'est produit en Indonésie. Mais les problèmes demeurent. Par exemple, alors que l'exploitation forestière des marécages est interdite en République démocratique du Congo, la Rainforest Foundation du Royaume-Uni a déclaré que « la législation congolaise ne définit pas précisément ce qui constitue un marais ».

Bon nombre de concessions forestières octroyées dans la Cuvette Centrale ont expiré. Les militants de Greenpeace exigent que ces concessions soient « fermées et rendues à l'État ». Il s'agit d'une étape clé dans la protection des tourbières, et les résidents locaux espèrent qu'ils pourront préserver leur mode de vie.

« Nous espérons que notre gouvernement nous soutiendra dans notre rôle de gardiens de cette forêt ancienne et nous fournira le soutien nécessaire pour protéger les tourbières pour nos enfants et pour le monde », a déclaré Valentin Egobo, membre de la communauté de Lokolama, qui vit toujours en bordure des tourbières de la République démocratique du Congo.

Le rôle de l'Indonésie consiste à partager les enseignements durement acquis sur

la gestion des tourbières. L'Indonésie compte plus de 15 millions d'hectares de tourbières tropicales et a été touchée par de graves incendies de tourbières en 2015. Le pays est en train de réhumidifier plus de deux millions d'hectares de tourbières desséchées, tout en intensifiant le partage d'informations à l'échelle mondiale. Des lois sont en place pour veiller à ce que les réglementations, y compris une interdiction à l'échelle nationale de tout nouveau drainage des tourbières, soient appliquées.

Les chances de survie de toutes les tourbières se sont encore accrues en octobre lorsque les pays et les partenaires de l'Initiative mondiale pour les tourbières se sont réunis pour un échange Sud-Sud qui a abouti à la création du Centre international des tourbières tropicales, qui renforcera la collaboration internationale. Au cours de la visite, l'Indonésie et la République du Congo ont signé le tout premier accord sur la protection et la gestion des tourbières entre un pays africain et un pays asiatique.

La directrice exécutive par intérim d'ONU Environnement, Joyce Msuya, a qualifié l'effort conjoint mené pour la sauvegarde de la Cuvette Centrale de « coopération Sud-Sud à son meilleur niveau ».

« Nous aurons besoin de cette excellence pour poursuivre nos efforts si nous voulons conserver la biodiversité des tourbières et conserver d'énormes quantités de carbone dans le sol », a-t-elle déclaré.



Pour un résumé complet des résultats et des indicateurs de succès de l'année 2018, nous vous invitons à consulter **le rapport sur l'exécution du programme.**

[unenvironment.org/annualreport](https://unenvironment.org/annualreport)

Photo: Lobostudio/Unsplash

# renforcer la gouvernance dans un monde interconnecté



GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE RAPPORT ANNUEL 2018



## Aider les autorités à faire respecter les lois environnementales

Lorsque les douaniers pakistanais ont saisi des quantités importantes de réfrigérant R-22, une substance puissante appauvrissant la couche d'ozone et émettrice de gaz à effet de serre, ce tour de force a permis de démontrer dans quelle mesure l'application stricte des lois environnementales peut réellement contribuer à la protection de la planète.

### Nos travaux dans le domaine de la gouvernance environnementale se concentrent sur :

- **Cohérence et synergies**, afin d'appuyer le système des Nations Unies et les accords multilatéraux sur l'environnement à œuvrer ensemble de manière plus cohérente
- **Des lois et des institutions plus solides**, pour soutenir les efforts nationaux visant à élaborer et à appliquer des lois et renforcer les arrangements institutionnels pour atteindre les objectifs environnementaux parallèlement aux objectifs sociaux et économiques
- **Intégration de l'environnement dans la planification du développement et la prise de décision**, pour aider les pays à intégrer la durabilité de l'environnement dans la planification du développement.

La plus grande saisie de ce type au Pakistan, a vu la confiscation par les autorités douanières du pays de 18 000 kilogrammes de frigorigène importé de manière frauduleuse au port de Karachi en octobre 2018. Des doutes avaient été soulevés par l'un des fonctionnaire des douanes, Rahmatullah Vistro, qui avait été informé des projets de contrebande.

Rahmatullah Vistro est l'un des nombreux agents des douanes dans le monde à avoir reçu une

formation dispensée par ONU Environnement sur l'identification de substances de contrebande qui appauvrissent la couche d'ozone entrées dans les pays grâce à des déclarations et étiquetages erronés, comme c'était le cas avec la cargaison en question.

Les pays éliminent progressivement les hydrochlorofluorocarbures comme le R-22 en vertu du Protocole de Montréal, le traité qui protège la couche d'ozone. Selon la dernière évaluation scientifique de l'appauvrissement de la couche d'ozone, l'ozone stratosphérique s'est rétabli à un taux de 1 à 3% par décennie depuis l'année 2000, grâce aux mesures prises dans le cadre du Protocole de Montréal.

Les impacts destructeurs du R-22 sur la couche d'ozone sont aggravés par son énorme potentiel de réchauffement planétaire, plus de 1 800 fois celui du dioxyde de carbone. Les émissions de gaz à effet de serre de cette cargaison auraient été équivalentes à la combustion de plus de 132 000 000 de kilogrammes de charbon.

tout, la demande de substances faisant l'objet de réglementation reste élevée dans certains endroits où les solutions de remplacement coûtent cher ou ne fonctionnent pas aussi bien à des températures extrêmement élevées. Selon les dernières estimations datant de 2012, le commerce illicite

« Je rêve de la manière dont je pourrais atteindre l'objectif ultime : faire tomber le sommet du groupe mafieux. »

### Klairong Poonpoon

Directeur du Bureau de la conservation de la vie sauvage du département des parcs nationaux, de la conservation de la faune et de la flore.

de substances qui appauvrissent la couche d'ozone atteint près de 70 millions de dollars par an.

De telles réussites en termes d'application de la loi prouvent que le respect des lois environnementales est possible même si elles ne sont pas encore généralisées. La première évaluation mondiale de l'état de droit en matière d'environnement menée par ONU Environnement, résultat de recherches exhaustives menées en 2018, a révélé que la faible application des lois était une tendance mondiale qui exacerbent les menaces environnementales, malgré la multiplication par 38 du nombre de lois environnementales depuis 1972.

« Ce rapport résout l'énigme de la persistance de problèmes tels que la pollution, la dégradation de la biodiversité et les changements climatiques malgré la prolifération de lois environnementales au cours des dernières décennies », affirme David Boyd, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'environnement. « Si on ne renforce pas l'état de droit environnemental, des règles qui semblent rigoureuses seront vouées à l'échec et le droit fondamental des hommes à un environnement sain ne sera pas respecté. »

Des institutions fortes peuvent contribuer à l'application des lois environnementales et assurer une gestion plus efficace des ressources naturelles. ONU Environnement collabore avec les pays pour renforcer l'application et le respect des lois en encourageant une approche de la gestion de l'environnement axée sur les droits fondamentaux et en renforçant la capacité des administrations à appliquer la législation et lutter contre les violations.

« Nous disposons des mécanismes adéquats sous forme de lois, de réglementations et d'agences pour régir notre environnement de manière durable », a déclaré Joyce Msuya, directrice exécutive par intérim d'ONU Environnement. « La volonté politique est maintenant essentielle pour s'assurer que nos lois protègent effectivement la planète. »

ONU Environnement s'emploie à mobiliser l'opinion publique dans la lutte contre la criminalité environnementale, en encourageant les gouvernements et les autorités à sévir en s'appuyant sur les lois déjà en vigueur. La campagne "Wild For Life" a par exemple mobilisé des millions de personnes dans la lutte contre le trafic d'espèces sauvages depuis son lancement en mai 2016. En 2018, le plaidoyer de la campagne a permis de mieux protéger le léopard des neiges et a poussé le gouvernement mongol à révoquer les concessions minières dans la réserve naturelle de Tost.

ONU Environnement et ses partenaires encouragent également la poursuite de ce type de mesures en reconnaissant et en récompensant les personnes et autorités qui appliquent les lois.

Lorsqu'un tribunal Thaïlandais a condamné Boonchai Bach, un Thai-vietnamien âgé de 41 ans, responsable du trafic de 11 000 kilogrammes de corne de rhinocéros d'une valeur de 700 000 dollars à plus de deux ans de prison, cette énorme victoire a prouvé que grâce à la coopération entre autorités, des enquêtes complexes pouvaient être menées et des lois environnementales appliquées. L'équipe qui a fourni les preuves et procédé à l'arrestation du criminel, les douanes thaïlandaises, la police royale thaïlandaise et le ministère des Parcs nationaux, de la Faune et de la Conservation des plantes, ont reçu l'un des Asia Environmental Enforcement Awards 2018, dans la catégorie impact, pour son travail.

« Je rêve de la manière dont je pourrais atteindre l'objectif ultime : faire tomber le sommet du groupe mafieux », confesse Klairong Poonpoon, directeur du Bureau de la conservation de la vie sauvage du département des parcs nationaux, de la conservation de la faune et de la flore. « Nous voulions faire quelque chose qui puisse avoir un impact sur la région. »



Photo: Shutterstock

Une formation dispensée par ONU Environnement appuie l'application des lois à travers le monde pour mettre fin à la criminalité environnementale, comme le trafic de substances prohibées ou de produits de la vie sauvage.



Pour un résumé complet des résultats et des indicateurs de succès de l'année 2018, nous vous invitons à consulter **le rapport sur l'exécution du programme.**

[unenvironment.org/annualreport](https://unenvironment.org/annualreport)

Photo: Perry Grone/Unsplash

# garantir la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et des déchets



PRODUITS CHIMIQUES ET DES DÉCHETS RAPPORT ANNUEL 2018



## 25 mesures pour éviter les millions de décès dûs au “nouveau tabac”

Le problème de la pollution de l'air n'est pas nouveau. Pendant des années, nous nous sommes inquiétés du smog, le fameux “brouillard à soupe de pois” du 19e siècle à Londres ou du voile atmosphérique qui enveloppe régulièrement les villes de Beijing ou Delhi. Ce qui est nouveau cependant, c'est la prise de conscience de la menace sanitaire que représente la pollution atmosphérique.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les maladies liées à la pollution atmosphérique sont responsables de sept millions de décès par an. De plus, l'air de mauvaise qualité a de nombreuses conséquences. En 2018, des études ont rapproché la pollution de l'air à de nombreuses maladies comme des millions de cas de diabètes, ou un quotient intellectuel plus faible. Il n'est donc pas surprenant que le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, qualifie la pollution de l'air de “nouveau tabac”.

Cependant, cette mauvaise nouvelle s'accompagne d'une détermination à agir. L'année 2018 a été marquée par la toute première conférence internationale sur la pollution atmosphérique et la santé humaine, organisée par l'Organisation mondiale de la santé en collaboration avec ONU Environnement et d'autres partenaires, au cours de

### Nos travaux dans le domaine de la gestion des produits chimiques et des déchets se concentrent sur :

- **Garantir un environnement favorable**, pour aider les pays à se doter de politiques et de capacités institutionnelles leur permettant de gérer de manière rationnelle les produits chimiques et les déchets ;
- **Les produits chimiques**, pour aider les pays et d'autres parties prenantes à mettre en œuvre une gestion rationnelle des produits chimiques et les accords multilatéraux sur l'environnement connexes ;
- **Les déchets**, où nous aidons les pays et d'autres parties prenantes à mettre en œuvre une gestion rationnelle des déchets et les accords multilatéraux sur l'environnement connexes.

Photo: Reuters

Des travailleurs traversent une rue dans la ville de Mexico, l'une des nombreuses zones urbaines d'Amérique latine qui oeuvre à améliorer la qualité de son air.

laquelle les participants se sont engagés à réduire le nombre de décès causés par la pollution atmosphérique de deux tiers à l'horizon 2030. Lors de cette réunion, ONU Environnement, le Partenariat Asie-Pacifique pour la pureté de l'air et la Coalition pour le climat et la qualité de l'air ont proposé 25 solutions à la région de l'Asie et du Pacifique pour faire de cet objectif une réalité.

Le rapport *Air Pollution in Asia and the Pacific: Science-based Solutions* (non traduit en français), présente 25 mesures politiques et technologiques, dans les domaines de l'industrie, de l'énergie ou de l'agriculture. Appliquées dans leur ensemble, ces mesures pourraient permettre à un milliard de personnes supplémentaires de respirer un air sain et sauver des millions de vie à l'horizon 2030. Des efforts sont d'ores et déjà en cours dans cette région où 4 milliards de personnes, c'est à dire 92% de la population, est exposée à des niveaux dangereux de pollution de l'air.

L'une de ces 25 mesures est la mobilité électrique. Les Philippines et le Sri Lanka, avec le soutien d'ONU Environnement, ont fait le choix de réduire les taxes sur les véhicules électriques et hybrides, par rapport aux taxes imposées sur les véhicules traditionnels. Les conséquences de cette mesure sont claires : le nombre de véhicules électriques et hybrides au Sri Lanka a été multiplié par 10 entre 2013 et mi-2018, 150 000 véhicules sont désormais en circulation. La proportion de véhicules propres dans le parc automobile est passée de 4% en 2013 à 23% à la mi-2018. Dans la capitale du pays, Colombo, des études avaient démontrées que la circulation très dense représentait 50% de la pollution de l'air, cette augmentation du nombre de véhicules propres peut donc avoir des conséquences positives sur la santé des habitants.

« Nous sommes conscients de l'importance de promouvoir des carburants et des véhicules plus propres et efficaces, et nous nous réjouissons du soutien d'ONU Environnement », affirme Sugath Yalagama, directeur général du Conseil du développement durable, au gouvernement du Sri Lanka. « Grâce au caractère plus global de la taxe d'accise sur les véhicules, nous comptons maintenant plus de véhicules hybrides et électriques sur les routes. »

Ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres. La mise en œuvre intégrale de l'ensemble des 25 mesures entraînerait une réduction de 56% de l'exposition aux particules fines dans la région Asie-Pacifique en 2030, en comparaison aux niveaux de l'année 2015.

Cependant, la pollution de l'air est un problème mondial. Par exemple, le remplacement du parc d'autobus et de taxis actuel dans 22 villes d'Amérique latine permettrait de sauver 36 500 vies à l'horizon 2030. C'est pour cette raison qu'ONU

---

## **Le remplacement du parc d'autobus et de taxis actuel dans 22 villes d'Amérique latine permettrait de sauver 36 500 vies à l'horizon 2030.**

Environnement, par le biais de sa plateforme MOVE et avec le soutien d'Euroclima+, soutient l'Argentine, la Colombie et le Panama pour encourager ces pays à adopter des stratégies de mobilité et aide le Chili et le Costa Rica à étendre l'utilisation des bus électriques.

« L'Amérique latine possède la matrice électrique la plus écologique au monde, les émissions du secteur des transports dont la croissance est la plus rapide et la plus forte utilisation par habitant des transports publics dans le monde », a déclaré Gustavo Mañez, coordonnateur pour les changements climatiques à ONU Environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes. « La région est particulièrement bien placée pour tirer parti de la mobilité électrique. »

Beaucoup d'autres initiatives existent dans le monde entier. *Respire La Vie*, une campagne à l'initiative de la Coalition pour le climat et la qualité de l'air, de l'Organisation mondiale de la Santé et d'ONU Environnement, conduit des initiatives dans 52 villes, régions et pays qui touchent plus de 153 millions de citoyens. Les partenaires de la campagne ont notamment encouragé le public à relever un défi sportif qui a vu 55 000 personnes s'engager à se déplacer à vélo ou à pied pour se rendre sur leur lieux de travail ou d'étude. En Europe, on compte maintenant plus d'un million de voitures électriques. Grâce à la montée en puissance des énergies renouvelables, les investissements dans les sources renouvelables ont dépassé chaque année les investissements dans les énergies fossiles.

Ces efforts ont montré leurs résultats : l'Organisation mondiale de la santé a constaté en 2018 que plus de 57% des villes des Amériques et plus de 61% des villes d'Europe avaient connu une réduction de la pollution par les particules entre 2010 et 2016. Le chemin est encore long mais grâce aux nouvelles recherches scientifiques présentant de nouvelles solutions, ONU Environnement et ses partenaires s'emploient plus que jamais à mettre fin à la menace de ce tueur invisible.



Pour un résumé complet des résultats et des indicateurs de succès de l'année 2018, nous vous invitons à consulter **le rapport sur l'exécution du programme.**

[unenvironment.org/annualreport](http://unenvironment.org/annualreport)

Photo: ONU Environnement

# accélérer la transition vers des sociétés durables

UTILISATION RATIONNELLE DES RESSOURCES RAPPORT ANNUEL 2018



## Transformer les déchets en atout à Aqaba, en Jordanie

Pour un résumé complet des résultats et des indicateurs de succès de 2018, nous vous invitons à consulter notre rapport sur l'exécution du programme.

La Jordanie est confrontée à des difficultés croissantes en matière de gestion des déchets. Le poids total des déchets solides municipaux générés par les pays sont en effet passé de 2,6 millions de tonnes en 2014 à près de 3 millions de tonnes en 2017.

Cette nation n'est pas la seule à faire face à ce problème mondial. Malgré des taux de recyclage supérieurs à 50% dans des pays tels que l'Allemagne et la Corée du Sud, partout dans le monde, nous gaspillons un tiers de la nourriture que nous produisons et la laissons pourrir aux côtés de déchets plastiques, de papiers et de métaux qui auraient pu être réutilisés ou recyclés.

Tous ces déchets entraînent non seulement l'épuisement des ressources de la planète en constante diminution, mais accélèrent également les changements climatiques, les décharges émettant du méthane, un gaz qui contribue à réchauffer le climat.

En Jordanie, cependant, la ville balnéaire d'Aqaba commence à appliquer des approches circulaires consistant à réduire le gaspillage et à transformer les déchets inévitables en un atout grâce à la création d'emplois dans le secteur de la gestion des déchets, ce qui constitue un argument commercial en faveur d'approches économes en ressources et qui permettent aux communautés vulnérables d'obtenir des revenus.

La ville, réputée pour ses eaux claires et ses récifs coralliens, rejette 150 tonnes de déchets solides par jour, notamment en provenance des restaurants et les hôtels. Soutenue par l'Union européenne et ONU Environnement par le biais du programme européen SWITCH Med, l'Association jordanienne de l'énergie, de l'eau et de l'environnement a collaboré avec 15 hôtels et 17 restaurants pour réaliser un audit sur les déchets générés et trouver des moyens de réduire les effets négatifs de leur rejet dans l'environnement.

Des hôtels haut de gamme tels que l'Inter Continental Aqaba Resort, le Movenpick Aqaba, le Double Tree by Hilton et le Kempinski Aqaba ont participé à ce projet.

« En tant qu'hôtel, nous avons énormément bénéficié du projet : nous avons compris combien

### Nos travaux dans le domaine de l'utilisation efficace des ressources se concentrent sur :

- **Garantir un environnement politique favorable**, pour aider les pays à opérer leur transition vers des économies vertes inclusives et à adopter des plans d'action pour une production et une consommation durables ;
- **La durabilité dans les entreprises**, en collaboration avec les gouvernements, les entreprises et d'autres parties prenantes pour rendre les chaînes d'approvisionnement mondiales plus durables ;
- **Des modes de vie et de consommation durables**, pour permettre aux pays, aux entreprises, à la société civile et aux individus la possibilité de vivre et de consommer de manière responsable et durable.

Les femmes louent maintenant des locaux pour élaborer et vendre leurs produits, notamment dans un marché qui prend place dans un grand hôtel d'Amman, la capitale jordanienne.



de déchets nous produisons et quel pourcentage de ces déchets étaient organiques ou solides », explique Adbulla Radaideh, ingénieur en chef du complexe Intercontinental Aqaba. « Nous disposons maintenant d'objectifs pour minimiser notre production de déchets. »

Le projet a contribué à former le personnel aux pratiques de la gestion des déchets et préparé des plans pour que les entreprises participantes réduisent les déchets mis en décharge de 25%. Les économies proviennent de mesures simples, telles que des menus révisés et une meilleure gestion des aliments, notamment en veillant à ce que les produits à courte durée de conservation soient utilisés en premier lieu, en fournissant des assiettes plus petites pour les buffets afin d'éviter le gaspillage alimentaire et en recyclant les métaux et les plastiques.

Maintenant, la ville envisage des incitations pour impliquer davantage d'entreprises. Actuellement, les hôtels paient une taxe fixe pour la collecte de leurs déchets en fonction de leur surface construite. L'Autorité de la zone économique spéciale d'Aqaba est sur le point de réduire les frais de collecte pour les hôtels qui gèrent mieux leurs déchets.

« Nous avons la possibilité d'appliquer à Aqaba un modèle de développement durable qui profiterait à tout le monde, qu'il s'agisse du gouvernement ou de la collectivité locale », affirme Hotaf Yassein, chef de la division de l'économie verte de l'Autorité de la zone économique spéciale d'Aqaba. « Les hôtels peuvent bénéficier de l'incitation financière et les déchets peuvent être utilisés comme engrais. C'est une situation gagnant-gagnant. »

Le projet fournit également des moyens de subsistance, en mettant l'accent sur l'autonomisation des femmes, en formant les communautés locales au "upcycling" (processus

de transformation des déchets en produits de plus grande valeur). Les femmes d'Aqaba et des environs ont appris à fabriquer des objets artisanaux à partir de déchets, tels que des chandeliers à partir de boîtes de conserve défectueuses. Cela permet d'augmenter les revenus et réduit encore les déchets mis en décharge.

Latifa Abdullah Mahameed est l'une de ces femmes. Latifa, 45 ans, a perdu sa mère et son frère en 2018, il lui fallait alors trouver des ressources pour subvenir à ses besoins, ainsi qu'à ceux de sa soeur divorcée. Elle œuvre maintenant à revaloriser les déchets en papier et en tissu recyclé et elle est passionnée par l'acquisition de nouvelles compétences.

« J'ai pu obtenir un travail intéressant qui me permet de contribuer à la sauvegarde de l'environnement », a déclaré Latifa.

Les femmes louent maintenant des locaux pour élaborer et vendre leurs produits, notamment dans un marché qui prend place dans un grand hôtel d'Amman, la capitale jordanienne.

Ce ne sont peut-être que des débuts modestes, mais les succès de ce projet pilote devraient être concrétisés au plan national grâce au partage des enseignements et à l'institutionnalisation des bonnes pratiques. Le projet a mis au point un programme national de formation à la gestion des déchets solides, auquel participe le gouvernement national.

« Ce sera un projet environnemental, économique et social qui générera de nombreux emplois et, si Dieu le veut, aura des effets positifs sur le terrain », affirme Ahmad Al Qatarneh, secrétaire général du ministère de l'environnement.

**À Aqaba, en Jordanie, l'industrie du tourisme est une part importante de l'économie locale et met en oeuvre des programmes de revalorisation des déchets afin de s'assurer que le nombre croissant de touristes n'endommage pas l'environnement.**



Pour un résumé complet des résultats et des indicateurs de succès de l'année 2018, nous vous invitons à consulter **le rapport sur l'exécution du programme.**

[unenvironment.org/annualreport](https://unenvironment.org/annualreport)

Photo: NREL/VisualHunt

# encourager des prises de décisions fondées sur des données probantes

L'ENVIRONNEMENT À L'ÉTUDE RAPPORT ANNUEL 2018



## Pour un résumé complet des résultats et des indicateurs de succès de 2018, nous vous invitons à consulter notre rapport sur l'exécution du programme.

### Un paradis retrouvé : Sainte-Lucie préserve sa beauté grâce à la collecte de données et des mesures politiques

Si une seule île méritait la qualification de « paradis », que les brochures touristiques aiment à appliquer à de nombreuses destinations, c'est bien l'île de Sainte-Lucie.

Cette minuscule nation des Caraïbes en forme de larme a tout pour plaire. Plages de sable blanc en croissant de lune et montagnes volcaniques qui se détachent des eaux turquoise. Sa biodiversité éclectique se manifeste en une nuée de couleurs, symbolisée par l'Amazone de Sainte-Lucie, une espèce de perroquet spectaculaire endémique de l'île.

Malheureusement, comme dans de nombreux endroits, les activités humaines menacent cette beauté et les nombreux avantages qu'elle apporte aux êtres humains. Les menaces sont nombreuses : comme les événements météorologiques extrêmes exacerbés par les changements climatiques, la perte d'habitat forestier due au changement d'affectation des terres et la surexploitation des ressources marines.

Comme le prouve le retour de l'Amazone de Sainte-Lucie, ou *Amazona versicolor*, son nom scientifique, nous sommes capables de faire face à ces défis. Dans les années 1970, on ne comptait plus qu'une centaine de spécimens. Mais grâce à un programme de conservation, la population de l'espèce est maintenant en augmentation. Bien que toujours classé « vulnérable » sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature, le dernier recensement du perroquet effectué entre 2007 et 2009 a révélé une population stable et viable estimée à 2 258 individus.

Le Gouvernement de Sainte-Lucie, avec le soutien d'ONU Environnement, est déterminé à appliquer ce succès à toutes les ressources naturelles de l'île tout en assurant un avenir meilleur à ses quelque 180 000 habitants.

La nation est signataire de traités mondiaux, dont les trois conventions de Rio : la Convention sur la diversité biologique, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dont relève l'Accord de Paris.

Afin de respecter ses obligations et de concevoir et mettre en œuvre des interventions significatives, le gouvernement doit avoir une idée précise de sa position en termes de données et de politiques requises.

« Si nous poursuivons des initiatives sur le terrain qui garantissent notre survie, il est également important de poursuivre les initiatives souples qui nous permettront de prendre des décisions éclairées concernant les interventions stratégiques nécessaires », a déclaré Annette Rattigan-Leo, responsable du développement

#### Nos travaux dans le domaine de l'environnement à l'étude se concentrent sur :

- **Les évaluations**, pour soutenir l'élaboration de politiques mondiales, régionales et nationales en utilisant des informations environnementales accessibles sur des plates-formes ouvertes ;
- **Les alertes précoces**, pour fournir aux autorités de planification des informations sur les problèmes environnementaux émergents d'importance mondiale ;
- **La gestion de l'information**, pour renforcer la capacité des pays à générer, accéder, analyser, utiliser et communiquer des informations et des connaissances sur l'environnement.

durable et des activités environnementales à Sainte-Lucie

En août 2018, l'île a fait un grand pas en avant. En collaboration avec ONU Environnement dans le cadre d'un projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial, le gouvernement de Sainte-Lucie a lancé son premier système national d'information pour la gestion de l'environnement. Des informations sur les trois grands traités sont à la disposition des ministères, du secteur privé, du monde universitaire, les points focaux des traités multilatéraux sur l'environnement et du public. Pour chaque convention, des indicateurs liés à des buts et objectifs politiques plus généraux sont en cours d'intégration afin de faciliter la production de rapports et de traduire les données en informations utiles et exploitables.

« Il s'agit certainement d'un effort encourageant, car cela permettra à Sainte-Lucie de travailler en étroite collaboration avec ONU Environnement », affirme Gale Rigobert, ministre de l'Éducation, de l'innovation, des relations entre les hommes et les femmes et du développement durable. « Nous reconnaissons le rôle crucial que l'information environnementale continue de jouer pour nous aider à respecter nos obligations en matière d'accords environnementaux nationaux et multilatéraux. »

Dans le cadre de ce projet, 17 grands fournisseurs de données environnementales ont signé un accord de coopération pour le développement et l'utilisation du système, garantissant ainsi une vision d'ensemble la plus complète possible. Parallèlement, le projet a permis d'élaborer un ensemble d'indicateurs fondamentaux du développement durable et de l'environnement pour les conventions de Rio, qui découlent toutes directement du Sommet de la Terre de 1992. Selon Teshia Jn Baptiste, qui a géré le projet, le système et l'installation de stockage commun des données associées ont « considérablement amélioré la collaboration entre les secteurs public et privé ».

« Il s'agit certainement d'un effort encourageant, car cela permettra à Sainte-Lucie de travailler en étroite collaboration avec ONU Environnement. »

### Gale Rigobert

Ministre de l'Éducation, de l'innovation, des relations entre les hommes et les femmes et du développement durable

Ceux qui travaillent sur le terrain espèrent que le nouveau système aidera Sainte-Lucie à tenir ses engagements et à améliorer ainsi la santé de ses écosystèmes.

« Si nous atteignons nos objectifs, les moyens de subsistance des pêcheurs et d'autres personnes dépendant des ressources marines seront préservés en dépit des conséquences des changements climatiques », affirme Allena Joseph, biologiste des pêches au ministère des Pêches de Sainte-Lucie. « Nous pouvons y parvenir en prenant des décisions plus éclairées dans des domaines liés à la conservation de la biodiversité et au renforcement de la résilience. »

Le gouvernement avait précédemment appelé à mettre fin à l'abattage illégal du bois, afin de prévenir la perte d'habitat et les glissements de terrain. Karl Augustine, agent de recherche au département des forêts, estime que le nouveau système contribuera à réparer une partie des dégâts.

« Nous constatons un impact positif sur la cohabitation des hommes et des espèces sauvages et une transition des zones historiquement affectées par la dégradation des sols en forêts », a-t-il déclaré.

« Nous constatons des effets positifs sur la cohabitation des hommes et des espèces sauvages ainsi qu'un processus de transformation de zone historiquement affectées par la dégradation des sols en forêts », se réjouit-il.

Pour des espèces comme l'Amazona versicolor et l'ensemble des habitants de Sainte-Lucie, cela ne peut être qu'une bonne nouvelle.

L'île de Sainte-Lucie, située dans les Caraïbes, a sauvé l'Amazona de Sainte-Lucie (Amazona versicolor) de l'extinction et a désormais pour objectif de préserver l'ensemble de sa biodiversité.

Bart Zimny/Unsplash

Pour un résumé complet des résultats et des indicateurs de succès de l'année 2018, nous vous invitons à consulter **le rapport sur l'exécution du programme.**

[unenvironment.org/annualreport](http://unenvironment.org/annualreport)

Photo: Samuel Zeller/Unsplash

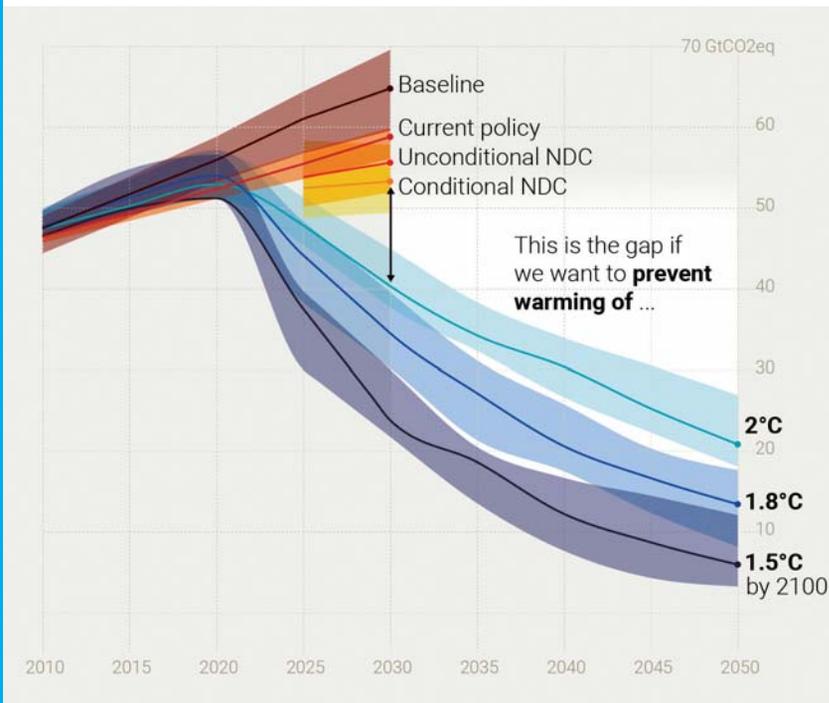
# permettre, susciter et célébrer des mesures pour la protection de l'environnement



# Science

## Fournir des connaissances aux décideurs politiques

ONU Environnement et les organismes scientifiques administrés par l'organisation fournissent des données scientifiques de pointe qui aident les décideurs à prendre des décisions afin de protéger l'environnement dans l'intérêt de tous.



### Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions 2018

Le rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions est un examen annuel de la différence entre les engagements internationaux et l'ambition nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. L'édition 2018, publiée avant la 24<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a révélé que les pays devaient multiplier leurs efforts par trois pour maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 2 ° C. Les émissions mondiales ont atteint un nouveau record de 53,5 gigatonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> en 2017. Seuls 57 pays sont sur le point d'atteindre un plafond de leurs émissions à l'horizon 2030. Mais grâce à l'élan du secteur privé, l'innovation et le financement vert le fossé pourrait être comblé.

### Rapport sur les écarts de financement en matière d'adaptation aux changements climatiques 2018 (adaptation gap report, non traduit)

Bien que la réduction des changements climatiques soit cruciale, le monde doit également se préparer à

certaines conséquences inévitables. Le quatrième rapport des Nations Unies sur l'écart de financement en matière d'adaptation aux changements climatiques (Adaptation Gap Report, non traduit) montre un important fossé entre la préparation et les mesures nécessaires pour protéger les communautés des risques climatiques croissants. Cependant, les lois et les politiques nationales relatives à l'adaptation augmentent : au moins 162 pays abordent explicitement l'adaptation au niveau national, au moyen de 110 lois et de 330 politiques.

### Rapport sur la richesse globales 2018 (inclusive wealth report, non traduit)

Le rapport sur la richesse globale (Inclusive Wealth Report, non traduit) est dirigé par ONU Environnement dans le but d'évaluer la durabilité des économies des nations et le bien-être de leurs citoyens. La richesse globale d'un pays est la valeur sociale de tous ses actifs, y compris les ressources naturelles, le capital humain et la production. Le rapport 2018 démontre que 44 pays sur 140 examinés ont enregistré une baisse de leur richesse globale par habitant depuis 1992, malgré la croissance du produit intérieur brut. Cependant, la croissance de la richesse globale par habitant dans 81 pays les positionne sur une trajectoire durable.

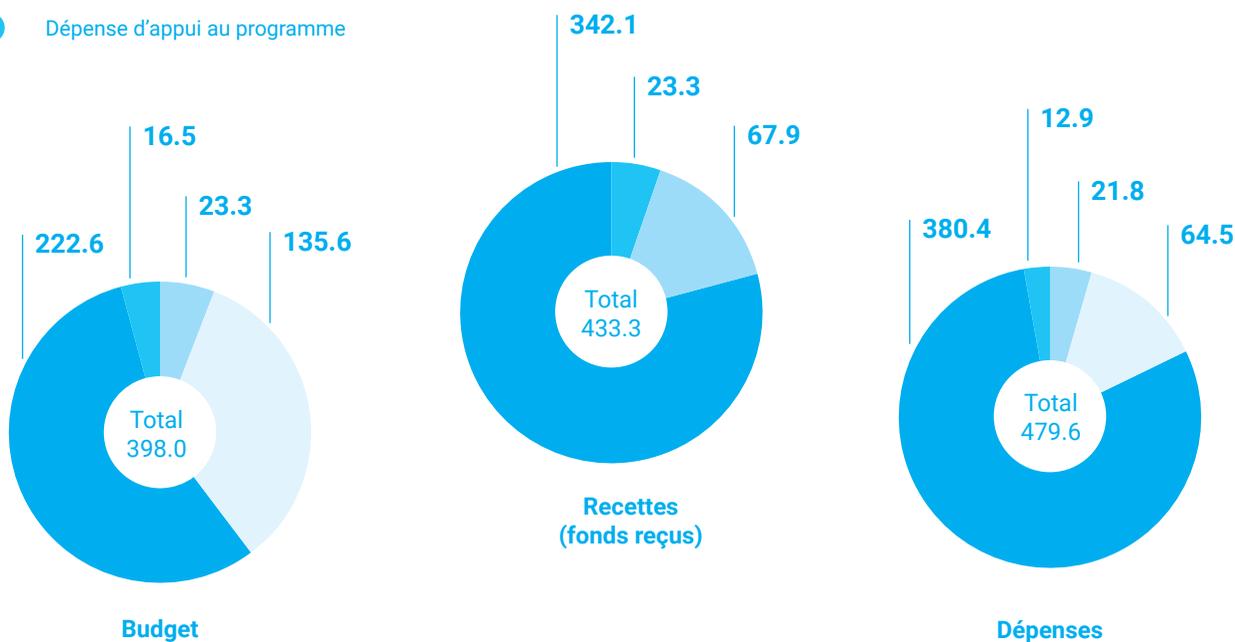
### Groupe international d'experts sur les ressources

Le groupe international d'experts sur les ressources administré par ONU Environnement a publié deux travaux de recherche majeurs. Redéfinir la valeur - La révolution des méthodes de fabrication (Re-defining Value - The Manufacturing Revolution, non traduit) démontre que, si les produits étaient reconstruits, remis à neuf, réparés et réutilisés, la quantité de nouveau matériel nécessaire pourrait être considérablement réduite. Ces processus de rétention de valeur pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre de 79 à 99% dans certains secteurs.

Le poids des villes : ressources nécessaires pour l'avenir de l'urbanisation exhorte les décideurs politiques à se préoccuper de l'efficacité des ressources avec la même importance que la politique climatique afin de créer des villes à faible émissions carbone utilisant efficacement les ressources. La quantité annuelle de ressources naturelles utilisées par les zones urbaines pourrait passer de 40 milliards de tonnes en 2010 à 90 milliards de tonnes à l'horizon 2050 si aucune modification n'était apportée à la manière dont les villes sont construites et conçues.

# Exécution du Budget

- Budget ordinaire de l'ONU
- Fonds pour l'environnement
- Fonds fiduciaires et réservés
- Dépense d'appui au programme



## Les 15 contributeurs les plus importants aux fonds préaffectés

Partenaires de financement	US\$
1 Fonds pour l'environnement mondial	126.7
2 Système des Nations Unies	48.4
3 Secteur privé	26.6
4 Fonds vert pour le climat	26.4
5 Commission européenne	21.4
6 Danemark	16.7
7 Norvège	15.4
8 Suède	10.0
9 Japon	9.8
10 Allemagne	8.2
11 France	6.6
12 Luxembourg	3.4
13 Initiative de financement	3.0
14 Italie	2.8
15 Suisse	2.5

\*en millions de dollars des États-Unis

## Les 15 contributeurs les plus importants au Fonds pour l'environnement

États membres	US\$
1 Pays-Bas	9.1
2 Allemagne	8.9
3 France	7.6
4 États-Unis d'Amérique	6.1
5 Suède	5.1
6 Belgique	4.6
7 Royaume-Uni	4.3
8 Suisse	3.8
9 Norvège	3.0
10 Canada	2.4
11 Japon	2.4
12 Finlande	1.7
13 Chine	1.5
14 Fédération de Russie	0.9
15 Irlande	0.6

\*en millions de dollars des États-Unis

# Équipe de direction d'ONU Environnement



**Joyce Msuya**  
Directrice exécutive par  
intérim et assistante du  
secrétaire général de l'ONU



**Satya Tripathi**  
Directeur, bureau de  
New-York et assistant du  
secrétaire général de l'ONU



**Sami Dimassi**  
Directeur, bureau pour  
l'Asie de l'Ouest



**Susan Gardner**  
Directrice, division des  
écosystèmes



**Leo Heileman**  
Directeur, bureau pour  
l'Amérique latine et les  
Caraïbes



**Barbara Hendrie**  
Directrice, bureau pour  
l'Amérique du Nord



**Juliette Biao  
Koudenoukpo**  
Directrice, bureau pour  
l'Afrique



**Jorge Laguna-Celis**  
Directeur, bureau des  
affaires de la gouvernance



**Sonja Leighton-Kone**  
Directrice, division des  
services internes



**Gary Lewis**  
Directeur, division des  
programmes et des  
politiques



**Jian Liu**  
Directeur, division de la  
science et responsable  
scientifique



**Sylvie Motard**  
Directrice par intérim,  
bureau pour l'Europe



**Elizabeth Mrema**  
Directrice, division  
juridique



**Ligia Noronha**  
Directrice, division de  
l'économie



**Naysán Sahba**  
Directeur, division de la  
communication



**Dechen Tsering**  
Directrice, bureau pour  
l'Asie et le Pacifique

Erik Solheim et Ibrahim  
Thiaw ont été respectivement  
directeur exécutif et directeur  
exécutif adjoint jusqu'à leur  
départ en 2018.

# journée mondiale de l'environnement



# BEATPLASTICPOLLUTION

Photo: Sudarsan Pattnaik

[www.worldenvironmentday.global/fr](http://www.worldenvironmentday.global/fr)

# Journée Mondiale De l'environnement

[www.worldenvironmentday.global/fr](http://www.worldenvironmentday.global/fr)

L'Inde, pays organisateur de la Journée mondiale de l'environnement 2018 qui avait pour thème « Combattre la pollution par les plastiques », a contribué à faire de cette journée l'une des éditions les plus importantes et mémorables des 45 années d'existence de cet événement annuel. Outre l'engagement pris par le Premier ministre Narendra Modi d'interdire tous les plastiques à usage unique du pays d'ici 2022, l'Inde a contribué à rendre la Journée mondiale de l'environnement dynamique, efficace, qui a été une source d'inspiration pour la planète.



- De grandes sociétés telles que Infosys et Procter & Gamble se sont engagées à rendre leurs opérations indiennes exemptes de plastiques à usage unique.
- L'État du Tamil Nadu a interdit les plastiques non biodégradables, y compris les plastiques à usage unique, à compter de janvier 2019.
- La Commission de contrôle du cricket en Inde a promis de réduire son impact sur l'environnement en rendant ses matchs plus écologiques et en faisant participer les joueurs de cricket et les amateurs de cricket à des initiatives écologiques.
- Des nettoyages ont eu lieu à travers le pays sur 48 plages et rives de rivières. Plus de 6 000 personnes se sont rassemblées sur la plage de Versova à Mumbai pour rejoindre Afroz Shah, champion de la Terre pour l'environnement, lors de la 136e semaine de nettoyage de la plage, ramassant plus de 90 000 kilogrammes de plastique.
- Des marathons zéro déchet ont été organisés dans six villes, avec la participation de plus de 15 000 étudiants dans la capitale, New-Delhi.
- 24 000 éco-clubs à travers l'Inde ont participé à des concours de peinture et de dessin. Le centre d'éducation sur l'environnement a élaboré une boîte à outils éducative en 11 langues et organisé 115 événements dans 24 États, auxquels ont participé plus de 38 000 écoliers et enseignants.

Le Jour-J, la Journée mondiale de l'environnement était le premier sujet discuté sur Twitter dans le monde, en anglais, en espagnol et en turc. La journée a également pris la tête des thématiques partagées sur la plateforme chinoise Weibo et était le sujet principal des plateformes de réseaux sociaux des grands organes de presse tels que CNN, Al Jazeera et la BBC.

# champions de la terre



Photo: ONU Environnement

---

# Champions de la terre

## Rendre hommage à des leaders exceptionnels dans le domaine de l'environnement

ONU Environnement a récompensé six des acteurs les plus remarquables dans le domaine de l'environnement avec son prix Champions de la Terre, la distinction environnementale la plus prestigieuse décernée par les Nations Unies, en marge de la 73e Assemblée générale des Nations Unies en septembre. La plateforme de microblogging chinoise et géant des réseaux sociaux, Weibo, soutient le prix.

### Catégorie œuvre de tout une vie

Joan Carling a été récompensée pour les 20 années qu'elle a consacrées à la défense des droits des peuples autochtones et pour son travail de défense des droits de l'environnement dans le monde. Son combat infatigable a fait d'elle une ardente défenseur des peuples et des communautés du monde entier.

### Catégorie Science et Innovation

Beyond Meat and Impossible Foods ont été récompensés pour avoir mis au point des substituts réussis de viande boeuf élaborés à base de plantes et pour avoir sensibilisé les consommateurs à des solutions de rechange respectueuses de l'environnement.

### Catégorie Leadership dans l'élaboration des politiques

Emmanuel Macron, Président de la République française, et Narendra Modi, Premier ministre indien, ont été récompensés pour avoir œuvré en faveur de l'Alliance solaire internationale et pour avoir encouragé une nouvelle forme de coopération environnementale,

notamment par le biais des efforts menés par Emmanuel Macron pour le Pacte mondial pour l'environnement et l'engagement pris par Narendra Modi d'éliminer les plastiques à usage unique en Inde à l'horizon 2022.

### Catégorie inspiration et action

Le programme de revitalisation rurale verte du Zhejiang en Chine a été récompensé pour avoir transformé une zone de fleuves et de ruisseaux autrefois fortement polluée dans l'Est de la Chine. Ce programme d'éco-restauration particulièrement réussi est la preuve que le développement de l'économie et de l'environnement doit être mené en harmonie.

### Catégorie vision entrepreneuriale

L'aéroport international de Cochin (Inde) a été récompensé pour son leadership en matière d'énergie durable. Premier aéroport au monde entièrement alimenté à l'énergie solaire, Cochin prouve que les déplacements internationaux ne nuisent pas nécessairement à l'environnement.

---

## Jeunes Champions

La deuxième édition des Jeunes champions de la Terre a sélectionné sept pionniers âgés de 18 à 30 ans. Chacun d'entre eux a reçu un financement initial de 15 000 dollars, a bénéficié d'une formation et d'un tutorat pour développer leurs idées ambitieuses de restauration et de protection de l'environnement. Le prix est soutenu par Covestro, une entreprise chimique de premier plan spécialisée dans la science des matériaux.

Les lauréats de l'année 2018 sont :

**Shady Rabab**, pour avoir abordé la pauvreté et la gestion des déchets en Égypte en fabriquant des instruments de musique à partir de déchets et en formant des jeunes à jouer dans un groupe de musique.

**Hugh Weldon**, pour son application pour smartphone qui calcule l'empreinte écologique de nos achats grâce au ticket de caisse.

**Heba Al-Farra**, pour son soutien aux femmes professionnelles de l'industrie verte au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

**Arpit Dhupar**, pour la mise au point d'une technique révolutionnaire qui filtre 90% des particules en suspension dans les générateurs diesel et les transforme en encre.

**Miao Wang**, pour son initiative Better Blue, qui donne aux plongeurs les moyens de conserver et de protéger l'océan.

**Miranda Wang**, pour sa technologie capable de transformer les déchets en plastique en de nouvelles ressources pour une économie durable.

**Gator Halpern**, à l'initiative d'un réseau de fermes coralliennes terrestres.

A close-up, high-resolution photograph of a tiger's face, looking directly at the camera. The tiger's fur is a mix of orange, brown, and black stripes, with white underparts. Its eyes are a pale yellowish-green. The lighting is dramatic, highlighting the texture of the fur and the intensity of the gaze. The text is overlaid on the upper left portion of the image.

# les conventions mondiales

administrées par ONU environnement

# Les Conventions mondiales

administrées par ONU environnement



## Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

- L'amendement de Kigali, qui permettrait d'éviter un réchauffement mondial à hauteur de 0,4 ° C en réduisant certains gaz à effet de serre utilisés dans l'industrie du refroidissement, est entré en vigueur le 1er janvier 2019. Ce jour-là, l'amendement avait été ratifié par 65 parties, un objectif atteint seulement deux années après sa signature.
- Un rapport du Groupe de l'évaluation scientifique du Protocole de Montréal, publié à la 30e réunion des Parties en novembre 2018, a démontré que la couche d'ozone située au-dessus des régions des latitudes moyennes dans l'hémisphère Nord devrait retrouver ses niveaux des années 1980 dans les années 2030, dans l'hémisphère Sud vers le milieu du siècle et le trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique devrait se résorber dans les années 2060.
- À cette même réunion, les parties au Protocole de Montréal ont convenu de rechercher et d'éliminer les nouvelles sources illégales de chlorofluorocarbones afin de poursuivre la guérison de la couche d'ozone.



## Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

- Les signataires du protocole d'accord sur la conservation des requins migrateurs

ont énuméré huit espèces de requins en décembre 2018 pour qu'une meilleure protection à l'échelle mondiale leur soit accordée.

- Plus de 30 pays africains abritant des populations de chiens sauvages, de guépards, de léopards et de lions africains en novembre 2018 lors de l'Initiative conjointe pour les Carnivores Africains (ACI), une collaboration de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) et de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).
- Les parties à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie ont convenu en décembre 2018 d'une action ciblée en faveur des oiseaux d'eau menacés, ainsi que d'un nouveau plan d'action pour l'Afrique, tandis que la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et le réseau des procureurs Européens pour l'environnement aident les pays à poursuivre efficacement les auteurs de l'abattage, de capture et du commerce illicites d'oiseaux migrateurs.



## Convention sur la diversité biologique

- La Conférence des Nations Unies sur la biodiversité s'est tenue à Charm-el-Cheikh (Égypte), en novembre 2018 et avait pour thème « Investir dans la biodiversité pour les hommes et pour la planète ». La Conférence a adopté 69 décisions et lancé un processus d'élaboration du cadre mondial pour la diversité biologique après 2020.
- Le 22 mai 2018, la Journée internationale de la diversité biologique a marqué le 25e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention.

- Le protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation est entré en vigueur en mars 2018. Cet ajout au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques contribue à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité en établissant des règles et procédures internationales en matière de responsabilité et de réparation concernant organismes vivants modifiés.



#### **Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction**

- Le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, dirigé par le secrétariat de la Convention, a appuyé l'opération Thunderstorm. L'opération a impliqué des services de police, de douanes, des autorités des frontières, des agences spécialisées dans la faune sauvage, les forêts et l'environnement de 92 pays et territoires. Elle a abouti à 1 974 saisies et à l'identification de plus de 1 400 suspects.
- Le système de surveillance à long terme pour l'abattage illégal des éléphants (MIKE), le plus vaste programme de la Convention pour le renforcement des capacités et le suivi, a analysé les tendances du braconnage des éléphants dans leur aire de répartition en Afrique et a démontré que le braconnage général des éléphants en Afrique avait diminué pour la septième année consécutive. Pour la première fois, les tendances en matière d'abattage illégal des éléphants d'Asie ont également été présentées.
- Le secrétariat de la Convention a réuni des représentants de 24 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord afin d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action nationaux relatifs au commerce de l'ivoire, qui renforcent le contrôle du commerce de l'ivoire et aident à lutter contre le commerce illégal de pays consommateurs.



#### **Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm**

- Convention de Bâle : le groupe de travail à composition non limitée a proposé des pistes d'action pour lutter contre les déchets plastiques marins.
- Convention de Rotterdam: trois autres produits chimiques dangereux ont été soumis à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause. Cinquante produits chimiques sont maintenant sur la liste, et sept autres sont à l'étude.
- Convention de Stockholm : deux autres produits chimiques toxiques ont été ajoutés à la liste des polluants organiques persistants en vue de leur élimination, et trois autres polluants organiques persistants candidats ont été examinés.



#### **Convention de Minamata sur le mercure**

- La Convention de Minamata sur le mercure est entrée dans sa phase de mise en œuvre, avec 101 parties signataires fin 2018, et la majeure partie des directives techniques nécessaires à la mise en œuvre ont été adoptées.
- Le programme international spécifique, qui fait partie du mécanisme financier de la Convention, est maintenant pleinement opérationnel avec cinq projets approuvés.

# Le programme ONU-REDD fête ses 10 ans

Le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (Programme ONU-REDD) est la première initiative mondiale commune des Nations Unies sur le changement climatique. En soutenant une approche combinant la conservation, la restauration et la gestion durable des forêts, le programme ONU-REDD a aidé les pays à réduire leurs émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et à renforcer les stocks de carbone (REDD+).

**70%**  
**des 34 pays**



ayant soumis des niveaux de référence d'émissions forestières à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont reçu un appui du programme.

Plus de  
**100**  
projets



communautaires REDD+ ont été mis en œuvre dans six pays pilotes.

Au cours des six dernières années,

**6.3**  
gigatonnes d'émissions



(à peu près l'équivalent de celles des États-Unis en 2016) ont été évitées grâce aux mesures de préservation des forêts mises en œuvre au Brésil, en Équateur, en Colombie et en Malaisie.

**65**



pays

ont été soutenu afin qu'ils puissent atteindre leurs objectifs en matière de forêt, de climat et de développement.

Plus de  
**2000**



praticiens REDD+ ont reçu une formation.

**40**



pays

ont mis au point des systèmes nationaux de surveillance des forêts.

Plus de  
**30**  
pays



ont mis au point des stratégies ou des plans d'action nationaux REDD+ et 17 les ont adoptés.

PROGRAMME  
**ONU-REDD**



ONU-REDD Programme Secretariat,  
International Environment House,  
11-13 Chemin des Anémones  
CH-1219 Châtelaine,  
Geneva, Switzerland

[un-redd.org](http://un-redd.org)